

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Variétés

Journal de la société statistique de Paris, tome 11 (1870), p. 11-28

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1870__11__11_0

© Société de statistique de Paris, 1870, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

II. VARIÉTÉS.

1^{re} PARTIE. — DOCUMENTS FRANÇAIS.

1. Situation générale des chemins de fer au 31 décembre 1868.

Désignation des lignes.	Ancien et nouveau réseau, longueur totale.				
	Concessions définitives		Totales.	Concessions éventuelles.	Ensemble.
	livrées à l'exploitation.	en construc- tion ou à construire.			
1 Nord.	1,434	180	1,614	»	1,614
2 Est.	2,682	399	3,081	78	3,159
3 Ouest	2,213	680	2,893	»	2,893
4 Orléans	3,713	532	4,245	112	4,357
5 Paris-Lyon-Méditerranée.	4,039	1,836	5,875	337	6,212
6 Midi.	1,717	616	2,333	233	2,566
7 Ceinture (rive droite).	17	»	17	»	17
8 Charentes.	117	326	443	174	617
9 Vendée	36	85	121	»	121
10 Médoc.	18	80	98	»	98
11 Vitré à Fougères	37	»	37	45	82
12 Épinac à Velars.	29	26	55	»	55
13 Sathonay à Bourg.	51	»	51	»	51
14 Lille à Béthune, etc.	43	4	47	»	47
15 Valenciennes à Lille	»	43	43	»	43
16 Perpignan à Prades.	22	17	39	»	39
17 Somain à Anzin et à la frontière.	19	15	34	»	34
18 Saint-Dizier à Vassy	22	»	22	»	22
19 Marseille à Podestat	»	18	18	»	18
20 Chauny à Saint-Gobain.	15	»	15	»	15
21 Hazebrouck à la frontière belge	»	14	14	»	14
22 Dunkerque à la frontière belge.	»	14	14	»	14
23 La Croix-Rousse à Sathonay	7	»	7	»	7
24 Aire à Berguette	»	6	6	»	6
25 Enghien à Montmorency	3	»	3	»	3
26 Armentières à la frontière belge.	»	3	3	»	3
27 Vireux à la frontière belge	2	»	2	»	2
28 Lyon à la Croix-Rousse	1	»	1	»	1
Totaux	16,237	4,894	21,131	979	22,110
Chemins décrétés et non concédés.	»	1,790	1,790	»	1,790
Totaux généraux.	16,237	6,684	22,921	979	23,900

2. Formation chronologique du réseau.

Années.	Longueur totale concédée (y compris les concessions éventuelles).	Lignes entreprises par l'État.	Total général.	Années.	Longueur totale concédée (y compris les concessions éventuelles).	Lignes entreprises par l'État.	Total général.
	Kilom.				Kilom.		
1823.	18	»	18	1851.	3,910	1,049	4,959
1826.	74	»	74	1852.	7,199	14	7,213
1828.	141	»	141	1853.	9,714	»	9,714
1833.	213	»	213	1854.	10,131	»	10,131
1835.	247	»	247	1855.	11,843	»	11,843
1836.	291	»	291	1856.	11,858	669	12,527
1837.	398	»	398	1857.	16,053	»	16,053
1838.	1,022	»	1,022	1858.	16,053	»	16,053
1839.	568	»	568	1859.	16,420	»	16,420
1840.	797	78	875	1860.	16,620	318	16,938
1841.	798	78	876	1861.	16,529	1,703	18,232
1842.	892	2,099	2,991	1862.	17,223	1,347	18,570
1843.	1,030	1,978	3,008	1863.	20,562	11	20,573
1844.	1,912	2,049	3,961	1864.	21,039	11	21,050
1845.	4,082	359	4,441	1865.	21,147	»	21,147
1846.	4,946	662	5,608	1866.	21,154	»	21,383
1847.	4,034	662	4,696	1867.	21,161	»	21,841
1848.	3,533	1,177	4,710	1868.	22,110	1,790	24,883

3. Embranchements particuliers.

Désignation des chemins.	Nombre total d'embranchements.	Longueurs exploitées, d'après le mode de traction.					Ensemble.
		Locomotives.	Chevaux.	Bras d'hommes.	Systèmes divers.	Mètres.	
		Mètres.	Mètres.	Mètres.	Mètres.		
Nord	129	31,797	22,455	6,393	»	66,645 ⁴	
Est	109	47,507	24,032	3,203	»	74,742 ⁴	
Ouest	27	4,469	5,445	469	»	10,383 ⁴	
Orléans	39	5,400	11,398	667	»	17,465	
Lyon-Méditerranée	156	11,267	37,466	7,188	1,336	57,257	
Midi	18	500	1,455	373	38	2,366	
Ceinture (rive droite)	4	3,147	590	»	»	3,737	
Vitré à Fougères	3	200	»	20	»	220	
Epinac à Velars	7	2,165	»	»	940	3,105	
Lille à Béthune, etc.	5	4,589	»	»	»	4,589	
Somain à Anzin et à la front.	16	4,190	8,350	»	»	12,540	
Aniche à Somain	7	16,806	»	»	»	16,806	
Chauny à Saint-Gobain	6	2,305	8,170	»	»	10,475	
Enghien à Montmorency	1	225	»	»	»	225	
Totaux	527	134,567	119,361	18,313	2,314	274,555	

1. En y comprenant 229 kilom. de chemins d'intérêt local.

2. — 680 — —

3. — 983 — —

4. Non compris 7 embranchements particuliers en construction, d'une longueur totale de 2,106 mètres, dont 1,763 mètres devront être exploités à locomotives, 120 mètres à bras d'hommes et 223 mètres à chevaux.

5. Non compris 21 embranchements particuliers en construction.

6. Non compris 4 embranchements particuliers en construction, d'une longueur totale de 5,264 mètres.

7. Chemin industriel.

4. Nombre des départements et chefs-lieux d'arrondissement desservis et non desservis au 31 décembre 1868.

	Départements.	Chefs-lieux		
		de département.	d'arrondissement.	
Localités {	desservies par des lignes exploitées.	86	83	250
	desservies par des lignes en construction ou à construire.	2	5	60
	desservies par des lignes concédées éventuellement	»	»	12
	non desservies.	»	»	46
Totaux pour la France entière (non compris la Corse).		88	88	368

5. Nombre des ports de mer principaux desservis au 31 décembre 1868.

Ports de mer principaux {	desservis par des chemins de fer {	exploités ¹	51	} 61
	en construction ou à construire ²	10		
	non desservis.	19	} 80	
Total pour la France entière (non compris la Corse et les autres îles).				

6. Nombre des places de guerre ou de casernement desservies et non desservies au 31 décembre 1868.

		Places				
		de guerre.	de casernement	Ensemble.		
Places {	desservies par des chemins de fer {	exploités.	69	147	216	
		en construction ou à construire.	9	82	17	165
		éventuels.	4	1	5	247
	non desservies	»	22	»	16	38
Totaux pour la France entière (non compris la Corse et les autres îles).		104	181	285		

7. Nombre des lignes internationales au 31 décembre 1868.

		Situation des lignes (partie française)			Ensemble.
		exploitées.	en construction ou à construire	à l'état de lacune.	
Lignes internationales {	entre la France et la Belgique	10	5	2	17
	— le Luxembourg	1	»	1	2
	— la Prusse rhénane.	1	1	»	2
	— la Bavière rhénane.	1	»	»	1
	— le grand-duché de Bade.	1	»	1	2
	— la Suisse.	4	3	»	7
	— l'Italie.	»	3	»	3
	— l'Espagne.	1	1	»	2
	Totaux.		19	13	4

1. Savoir : Ports de la Manche 19 } 51 ||| 2. Savoir : Ports de la Manche 2 } 10
 — de l'Océan 19 } ||| — de l'Océan 6 }
 — de la Méditerranée. . . 13 } ||| — de la Méditerranée. . . 2 }

8. Chemins de fer d'intérêt local.

Numéros d'ordre.	Désignation des départements.	Nombre de chemins.	Longueurs		
			livrées à l'exploitation.	non livrées à l'exploitation.	totales.
			Kilom.	Kilom.	Kilom.
1	Ain	3	»	88	88 ¹
2	Ardennes	5	»	56	56
3	Eure	3	68 ²	38	106
4	Hérault	5	»	177	177 ³
5	Jura	1	»	10	10
6	Marne	2	»	96 ⁴	96
7	Meurthe	3 ⁵	»	111	111
8	Orne	1	»	14	14
9	Pas-de-Calais	1	»	6	6
10	Rhin (Bas-)	1	»	19	19
11	Rhin (Haut-)	1	19	»	19
12	Rhône	1	»	13 ⁶	13
13	Saône-et-Loire	1 ⁷	»	132	132
14	Sarthe	1	»	73	73
15	Seine-Inférieure	1	»	3	3
16	Seine-et-Oise	1	»	11	11
17	Vosges	2	»	49	49
Totaux		33	87	896	983

9. Chemins industriels.

Longueur concedée ou dératée.	Sections		
	livrées à l'exploitation.	non livrées à l'exploitation.	
		En construction.	A construire.
Kilom.	Kilom.	Kilom.	Kilom.
Longueur répartie entre 33 chemins.	176	7	3

10. Situation et opérations des sociétés de secours mutuels pendant l'année 1868.

— Au 31 décembre 1868, il existait en France 6,088 sociétés, dont 4,272 approuvées et 1,816 autorisées, ce qui constitue sur l'année précédente une augmentation de 259 sociétés : 145 approuvées et 114 autorisées.

Le personnel se compose de 785,852 membres actifs et 116,746 honoraires, ainsi répartis : dans les sociétés approuvées, 106,477 honoraires et 550,891 participants, dont 458,882 hommes et 92,009 femmes ; et dans les sociétés autorisées, 10,269 honoraires et 234,961 participants, dont 201,920 hommes et 33,041 femmes.

Les sociétés approuvées comptent de plus qu'en 1867 4,659 membres honoraires et 25,280 membres actifs, dont 21,630 hommes et 3,650 femmes ; les sociétés autorisées, 118 membres honoraires en moins et 8,973 participants en plus, dont 7,969 hommes et 1,004 femmes.

L'avoir général des sociétés s'élève à 46,906,855 fr. 84 c. Sur cette somme, les sociétés approuvées possèdent 34,226,180 fr. 99 c., y compris 15,091,923 fr. 18 c.,

1. Y compris 35 kilomètres concédés à titre éventuel.
2. Y compris 1,400 mètres dans le département de Seine-et-Oise et 4 kilomètres dans le département de l'Oise.
3. Y compris 20 kilomètres concédés à titre éventuel.
4. Y compris 2 kilomètres dans le département de l'Aube.
5. Non compris le chemin de Sarrebourg à Sarreguemines, compté au département du Bas-Rhin.
6. Non compris le chemin de Châlon à Lons-le-Saulnier, déjà compté au département du Jura.

formant leur avoir au fonds de retraites. Le capital des sociétés autorisées est de 15,680,674 fr. 85 c., ce qui constitue, pour les sociétés des deux catégories, sur l'année 1867, un excédant de ressources de 3,556,064 fr. 08 c., dont 3,226,374 fr. 73 c. pour les sociétés approuvées et 329,689 fr. 35 c. pour les sociétés autorisées.

Les recettes pour les sociétés approuvées et autorisées se sont élevées, pour l'exercice 1868, à 15,111,023 17⁹

Elles se subdivisent comme suit :

Souscription des membres honoraires	1,314,955 67 ⁰
Subventions, dons et legs	791,983 88
Intérêts des fonds placés	1,370,085 49
Cotisation des membres participants	10,352,356 10
Droits d'entrée	357,923 02
Amendes	302,816 31
Recettes diverses	620,902 70

Somme égale 15,111,023 17

Les dépenses se sont élevées à 13,245,250 03

Savoir :

Indemnités aux malades	4,825,423 31
Honoraires aux médecins	1,708,823 85
Médicaments	2,036,223 45
Frais funéraires	590,990 51
Secours aux veuves et aux orphelins	336,713 59
Pensions d'infirmités et de vieillesse	1,144,075 91
Frais de gestion	677,971 81
Dépenses diverses	1,126,154 29
Versements au fonds de retraites	798,873 31

Somme égale 13,245,250 03

L'excédant des recettes sur les dépenses a été de 1,865,773 14

L'accroissement du fonds de retraites pour les sociétés approuvées étant de 1,730,290 94

il en résulte un excédant total de 3,596,064 08¹

Le nombre des malades a été de 222,474, dont 179,375 hommes et 43,099 femmes; ce qui donne une moyenne de 28.30 par 100 sociétaires. La moyenne est de 27.14 pour les hommes et de 34.44 pour les femmes.

Il a été payé 4,123,195 journées de maladie, savoir : 3,554,381 aux hommes et 568,814 aux femmes. La moyenne des journées payées par malade a été de 18.53; elle est de 19.81 pour les hommes, et de 13.19 pour les femmes.

Le nombre total des journées de maladie comparé à celui des sociétaires donne, pour chacun d'eux, une moyenne de 5.34, dont 5.47 pour les hommes et 4.63 pour les femmes.

Les décès survenus dans l'année s'élèvent, pour tous les sociétaires, à 13,307, ce qui représente une proportion de 1.69 pour 100 sociétaires.

La Commission supérieure, à laquelle est dû le Rapport dont ces chiffres sont extraits, signale dans le compte rendu des 39 sociétés municipales de la ville de Paris un fait qui les honore et mérite d'être imité: c'est que, chez elles, le nombre des femmes sociétaires est presque aussi élevé que celui des hommes: 11,819 femmes et 12,344 hommes. Pendant qu'ailleurs on a peine à lutter contre des défiances et des préventions que rien ne justifie, les premières et les plus importantes se-

détés dont la fondation est due au décret de 1852, ouvrent une large porte à l'admission des femmes et les accueillent avec faveur.

Il a été distribué, sous forme de subventions, une somme de 67,020 fr., répartie entre 141 sociétés, ce qui donne pour chacune d'elles 475 fr. 30 c.

1,197 sociétés ont versé au fonds de retraites 798,873 fr. 31 c. La Dotation y a ajouté une somme de 374,464 fr. ; ce qui, avec les intérêts capitalisés, les dons et les legs, élève le total des recettes à 1,730,290 fr. 94 c., représentant, pour ce service, l'augmentation constatée à la fin de l'année 1868.

2,506 sociétés possédaient, au 31 décembre 1868, au fonds de retraites une somme de 15,091,923 fr. 18 c., se composant : 1° d'un solde créditeur de 12,460,584 fr. 02 c. ; 2° du capital des rentes viagères devant faire retour au fonds de retraites après le décès des pensionnaires, 2,631,339 fr. 16 c.

A la même époque, le nombre des rentes viagères servies sous forme de pensions s'élevait à 1,893, et les arrérages des rentes payées à 118,388 fr.

Cette année, la Commission a introduit un élément nouveau parmi les bases suivies pour la répartition des subventions aux fonds de retraites. Elle a voulu tenir compte du nombre des membres âgés de plus de 55 ans que renfermait chaque société. Ainsi, à l'avenir, la subvention sera proportionnée non-seulement à l'importance des sociétés et à l'étendue de leurs sacrifices, mais aussi aux charges que fera peser sur elles l'âge avancé de leurs membres.

La loi sur les assurances en cas de mort et en cas d'accident ayant été votée dans la session de 1868, et le décret qui l'a suivie ayant imposé des conditions qui en ont retardé la mise en pratique, les sociétés de secours mutuels n'ont pu encore profiter de ces institutions nouvelles. Plusieurs cependant ont déjà envoyé leur souscription aux assurances collectives en cas de décès. Un plus grand nombre ont demandé des renseignements auprès de la Direction générale de la Caisse des assurances en témoignant le désir de s'y associer.

La Commission ne peut qu'applaudir à l'adoption par les sociétés de cette forme si morale et si tutélaire de la prévoyance ; elle est disposée à l'encourager ; déjà même elle en a donné la preuve en proposant des subventions en faveur de plusieurs sociétés qui viennent de contracter l'assurance.

11. Opérations de la Caisse d'épargne de Paris. — Conformément aux instructions ministérielles qui fixent la clôture de chaque exercice annuel des caisses d'épargne de France à la veille du dernier dimanche de décembre, la Caisse d'épargne de Paris vient d'arrêter son bilan à la date du samedi 25 décembre 1869. Voici le résumé des opérations de l'année :

La Caisse d'épargne de Paris a reçu en 1869 :

1° En 316,132 versements, dont 37,389 nouveaux, la somme de 23,065,774 fr. 98 c. ; — 2° En 1,187 transferts-recettes provenant des caisses d'épargne départementales, la somme de 457,125 fr. 97 c. ; — 3° En 43,518 parties d'arrérages des rentes appartenant aux déposants, 320,640 fr. 50 c.

Elle a en outre capitalisé pour le compte des déposants les intérêts montant à 1,700,107 fr. 57 c.

Elle a remboursé par contre :

1° En 93,835 retraits dont 31,655 pour solde, la somme de 20,427,761 fr. 65 c. ;

2° En 1,415 transferts-payements envoyés aux caisses d'épargne départemen-

tales, 477,966 fr. 03 c.; — 3° En achats de 123,956 fr. de rentes pour le compte, de 4,671 déposants, la somme de 2,929,708 fr. 15 c.; — 4° Et en 13 placements à la Caisse des retraites pour la vieillesse, la somme de 6,020 fr.

Les recouvrements opérés dans le cours de l'année 1869 par la Caisse d'épargne de Paris pour le compte de la Société du Prince impérial ont été au nombre de 57,086. — Les sommes payées pendant la même année par la Caisse d'épargne de Paris à la Société du Prince impérial se sont élevées en totalité à 892,186 fr. 66 c/

Au 25 décembre 1869, le solde dû par la Caisse d'épargne de Paris à 271,067 déposants s'élevait à 54,180,747 fr. 52 c. Ce solde était représenté de la manière suivante :

Somme en caisse.	46,194'56°
Somme à la Banque.	302,451 07
Somme à la Caisse des dépôts et consignations.	53,832,101 89
Total égal.	<u>54,180,747 52</u>

D'après le bilan, les fonds de dotation et de réserve qui consistent en rentes 3 p. 100 sur l'État ainsi qu'en immeubles s'élèvent :

Le fonds de réserve à	905,345'08°
Le fonds de dotation à	1,299,039 33
Ensemble	<u>2,204,384 41</u>

Si l'on rapproche les résultats de l'année 1869 de ceux de l'année 1868, on trouve que presque toutes les natures d'opérations présentent une augmentation plus ou moins considérable. Les versements notamment se sont accrus en nombre de plus de 12,000 et en sommes de près de 700,000 fr. Les acquisitions de rentes sur l'État ont employé une somme de 2,929,708 fr., supérieure de 229,000 fr. à celle de l'année précédente.

En définitive, le nombre des déposants était à la fin de 1868 de 266,239; il est à la fin de l'exercice 1869 de 271,067, soit 4,828 de plus.

Le solde dû aux déposants, qui n'était que de 52,491,933 fr. 31 c. à la fin de l'exercice 1868, est à la fin de 1869 de 54,180,747 fr. 52 c., ce qui présente une augmentation de 1,688,814 fr. 21 c. en faveur de la dernière année.

12. *Personnel de l'industrie cotonnière en France.* — D'après le recensement de la population par profession en 1866, le nombre des établissements filant et tissant le coton s'élevait à 22,360, occupant 277,755 personnes.

Ce nombre se subdivisait ainsi qu'il suit :

	Sexe	
	masculin.	féminin.
Patrons . . .	18,582	9,413
Employés . .	5,899	1,333
Ouvriers. . .	145,258	97,270
	<u>277,755</u>	

Si on ajoute à ce personnel le nombre des membres de la famille (femmes, enfants, domestiques, etc.), on a un total de 2,038,747 personnes vivant directement ou indirectement du produit de l'industrie cotonnière. Ce nombre était de 1,946,680 en 1861.

13. *Statistique des routes impériales.* — Les routes impériales, au nombre de 232, présentent un développement classé de 38,420 kilomètres, donnant une moyenne

par département de 432 kilomètres. Il convient de faire observer que, contrairement aux assertions qui se sont produites à diverses reprises, relativement au ralentissement de la circulation générale sur les routes impériales, par suite de l'établissement des chemins de fer, le mouvement de cette circulation, diminué en effet depuis 1852, dans les parties parallèles aux lignes de fer, s'est, d'un autre côté, sensiblement accru dans les sections qui en forment les affluents ou le prolongement, et a donné ainsi, en le déplaçant, un salutaire essor aux intérêts agricoles, industriels et commerciaux. D'où il suit que, toute compensation faite, la moyenne de la circulation générale sur les routes impériales est restée à peu près la même qu'avant l'établissement des chemins de fer.

Quant aux dépenses relatives aux travaux neufs et à l'entretien, le crédit ouvert en 1868 s'élève à la somme totale de 28,500,000 fr., savoir :

Entretien	24,000,000 ^f
Travaux neufs	4,500,000
Somme égale.	<u>28,500,000</u>

La part afférente à l'entretien a été augmentée, pour l'exercice 1869, de 500,000 francs, et portée à 24,500,000 fr., afin de maintenir la viabilité dans un état satisfaisant, en conservant aux chaussées leur épaisseur normale. Ce dernier chiffre donne une moyenne de 645 millimes ou de 64 1/2 c. par mètre courant de route entretenue.

En ce qui concerne les lacunes restant à faire sur les routes impériales au 1^{er} janvier 1869, elles s'étendent sur une longueur de 743 kilomètres, et se répartissent entre 17 départements formés, pour la plupart, par les Alpes et les Pyrénées. Les travaux qui nécessitent ces lacunes, situées dans les montagnes sur un sol très-accidenté, sont évalués à 27,434,000 fr.

De cette somme, il convient de déduire celle de 4,500,000 fr. allouée en 1868 pour grosses réparations, et avec laquelle a été construite une longueur de 140 kilomètres. Il reste donc à pourvoir à une dépense de 22,934,000 fr. pour terminer les lacunes classées sur les routes impériales.

Indépendamment des lacunes que nous venons de mentionner, il reste encore à pourvoir à des rectifications décrétées d'utilité publique, au nombre de 158, embrassant une longueur de 771 kilomètres, s'étendant sur 60 départements, et dont la dépense est évaluée à la somme de 21,885,600 fr., de laquelle il faut déduire celle de 3,200,000 fr., allouée en 1868 ; il reste donc encore à pourvoir à une dépense de 18,685,600 fr. Le crédit de 3,200,000 fr., ouvert en 1868, a permis de construire 100 kilomètres de nouveaux tracés, qui sont, en ce moment, livrés au public.

Nous mentionnons ici, pour ordre, qu'indépendamment des ouvrages de grosses réparations et d'entretien sur les routes impériales dont nous venons d'exposer la situation, il en est d'autres, ayant un caractère distinct, qui sont compris soit dans le budget extraordinaire, comme les grands ponts, soit dans des lois spéciales, comme les nouvelles routes impériales et les routes forestières de la Corse.

En ce qui concerne les grands ponts, les dépenses les plus urgentes sont évaluées à la somme de	11,633,000 ^f
Sur lesquelles il a été soldé.	<u>3,752,000</u>
Il reste donc à créditer.	7,881,000
Égal	<u>11,633,000</u>

Quant aux nouvelles routes impériales et aux routes forestières de la Corse, leur situation, au 31 décembre 1868, était celle-ci :

Les routes impériales, au nombre de 5, classées par la loi du 26 juillet 1839 et divers décrets de 1854, 1856 et 1862, étaient évaluées à la somme de 16,824,000^f pour leur construction.

Les dépenses faites s'élèvent à 13,073,000

Il reste donc à pourvoir à une dépense de 3,751,000

Égal 16,824,000

Relativement aux routes forestières, elles ont été autorisées au nombre de 13 par le décret du 1^{er} avril 1854. Leur longueur totale est de 517 kilomètres.

Au 1^{er} janvier 1869, une longueur de 458 kilomètres, ayant coûté 7,114,000^f était terminée; il ne reste donc plus à construire qu'une lacune de 59 kilomètres, évaluée à 2,800,000

Total 9,914,000

(Doc. off.)

14. La solde dans l'armée française. — A partir du 1^{er} janvier 1870, le nouveau tarif de solde est mis en vigueur pour les officiers de l'armée et pour les hommes de troupe de la gendarmerie départementale.

La solde pour les divers grades de l'armée a été sensiblement augmentée depuis l'avènement de Napoléon III.

Avant son règne, le général de division touchait 15,000 fr. de solde brut, et n'avait droit qu'à la solde de 9,945 fr., sans accessoires, lorsqu'il était mis en disponibilité. Aujourd'hui il touche 16,500 fr. et a droit à la solde entière pendant six mois de disponibilité. Or, il est bien rare que, dans l'espace de six mois, un officier général ne puisse obtenir un commandement de son grade.

Le général de brigade, dont la solde était de 10,000 fr., en touche aujourd'hui 11,000 et jouit des mêmes avantages pour la disponibilité.

Le colonel d'armes spéciales touche de 6,250 fr. à 6,875 fr.; — le lieutenant-colonel, de 5,300 à 5,650 fr.; — le chef d'escadron, de 4,500 à 4,800 fr.; — le capitaine de 1^{re} classe, de 2,800 à 3,100 fr.; — celui de 2^e classe, de 2,400 à 2,700 fr.; — le lieutenant, de 1,800 à 2,175 fr., — et le sous-lieutenant, de 1,450 à 1,775 fr.

La même progression a été suivie, les mêmes avantages pécuniaires ont été faits à l'intendance, au corps médical et aux assimilés des services administratifs.

La solde de l'infanterie, celle de la cavalerie ont été également augmentées d'une façon analogue.

Le colonel d'infanterie touchera en 1870 6,050 fr.; — le lieutenant-colonel, 4,625 fr.; — le chef de bataillon, 3,900 fr.; — le capitaine de 1^{re} classe, 2,800 fr.; — celui de 2^e classe, 2,500 fr.; — les lieutenants, 1,975 et 1,875 fr., suivant la classe; — les sous-lieutenants, 1,775 fr.

Le colonel de cavalerie, 6,600 fr.; — le lieutenant-colonel, 5,050 fr.; — le chef d'escadron, 4,300 fr.; — le capitaine en premier, 3,000 fr.; — en second, 2,700 fr.; — le lieutenant en premier, 2,175 fr.; — en second, 2,075 fr.; — le sous-lieutenant, 1,975 fr.

La solde de certains corps stationnés en Algérie a été aussi augmentée successivement pendant ces huit dernières années.

Mais ce sont surtout les hommes de troupe de la gendarmerie départementale dont la position pécuniaire vient d'être plus spécialement améliorée à dater du 1^{er} janvier 1870.

La solde des adjudants était de 128 fr. par mois; ils touchent aujourd'hui 138 francs; — maréchal des logis chef, portée de 107 à 118 fr.; — maréchal des logis, de 94 à 105 fr.; — brigadier, de 86 à 97 fr.; — gendarme, de 75 à 85 fr.; — élève gendarme, de 66 à 77 fr. (pour l'arme à cheval).

Adjudant (dans l'arme à pied), de 115 à 126 fr.; — maréchal des logis chef, de 94 à 105 fr.; — maréchal des logis, de 82 à 93 fr.; — brigadier, de 73 à 84 fr.; — gendarme, de 62 à 73 fr.; — élève gendarme, de 54 à 65 fr.

Quelques centimes ont été aussi ajoutés à la solde journalière de l'enfant de troupe.

Les hommes de troupe de la garde de Paris, ceux de la légion d'Afrique, même ceux de l'escadron des gendarmes d'élite, ont vu leur solde augmentée proportionnellement.

Cette augmentation de solde pour la gendarmerie a été obtenue sans bourse délier par la suppression du régiment de gendarmerie à pied de la garde impériale. (*Patrie.*)

15. *Commerce de vins de Champagne.* — Il a été expédié, pendant la période du 1^{er} avril 1868 au 1^{er} avril 1869, les quantités suivantes :

12,810,194	bouteilles pour l'étranger;
3,104,496	— la France;
<hr/>	
15,914,690	bouteilles (importance réelle du commerce);
6,462,839	— de fabricant à fabricant;
<hr/>	
22,377,529	bouteilles, total du mouvement.

Voici, comme terme de comparaison, quel avait été le même mouvement pour l'exercice 1859-1860 :

8,265,395	bouteilles pour l'étranger;
3,239,621	— la France;
<hr/>	
11,505,016	bouteilles (importance réelle du commerce);
4,203,830	— de fabricant à fabricant;
<hr/>	
15,708,846	bouteilles, total du mouvement.

Soit, pour le mouvement de 1868-1869 sur celui de 1859-1860, l'augmentation considérable de 6,668,683 bouteilles, qui se répartit de la manière suivante :

Expéditions à l'étranger.	4,564,799
— en France	64,875
Transactions de fabricant à fabricant.	2,039,009
<hr/>	
Total	6,668,683

La vente des vins de Champagne ne fera qu'augmenter, surtout lorsque la Russie aura abaissé ses droits d'entrée, qui sont de 4 fr. par bouteille, et lorsque les États-

Unis auront également réduit leurs droits, qui sont de 30 fr. par douzaine. (*Recueil consulaire belge*, 9^e livraison de 1869.)

16. *Droits de douane, dans les principaux pays étrangers, sur les vins de France.* — Dans un pays vinicole comme le nôtre, il est intéressant de savoir de quels droits de douane sont frappés nos vins par les pays avec lesquels nous sommes en relations suivies d'affaires.

Voici le tableau des droits prélevés par hectolitre sur les vins de France à leur entrée :

En Espagne	42' »
En Portugal	31 20
En Autriche	29 90
Dans le Zollverein	20 »
En Belgique, Suède et Norwége.	23 »
En Angleterre	27 50

Quant aux vins étrangers, ils entrent en France en acquittant un droit de *trente centimes par hectolitre*. (*Journal officiel*.)

17. *Population de l'Algérie, armée non comprise* (d'après les trois derniers recensements quinquennaux).

Nationalités.	1856.	1861.	1866.
Français	92,738	112,229	122,119
Étrangers.	66,544	80,517	95,871
Israélites	21,048	28,097	33,952
Musulmans.	2,307,349	2,732,851	2,652,072
Population recensée en bloc ¹	8,388	13,142	17,232
Totaux	2,496,067	2,966,836	2,921,246

2^e PARTIE. — DOCUMENTS ANGLAIS.

1. *État de l'industrie textile au 30 avril 1869.* — Le Parlement anglais a fait imprimer le recueil des rapports rédigés par les inspecteurs des manufactures britanniques pour la période comprise entre le 1^{er} octobre 1868 et le 30 avril dernier. Le nombre des fabriques consacrées en Angleterre à l'industrie textile s'élève, d'après ce document, à 6,403, dont 2,549 pour le coton, 2,361 pour la laine, 405 pour le fil, 591 pour la soie et 497 pour différents tissages. Ces manufactures mettent en mouvement 41,183,518 broches, 11,101 démêloirs, 1,403 condenseurs et 546,619 métiers. Les progrès obtenus dans le moral des ouvriers ont appelé particulièrement l'attention des inspecteurs royaux. Ils ont constaté une augmentation sensible du nombre des enfants qui partagent alternativement leur journée entre le travail de la fabrique et l'assistance à l'école. Ce nombre s'élève aujourd'hui à 81,464 enfants.

2. *Valeurs émises sur le marché de Londres de 1863 à 1867.* — Les deux documents ci-après sont extraits de la *Revue commerciale* que publie, chaque année, le recueil anglais l'*Economist*, dont l'autorité, en matière de finances, est aussi

1. Établissements d'instruction publique, prisons, hôpitaux, etc.	
2.	Arabes des villes 217,098
	Arabes des tribus 2,434,974
	Total égal. 2,652,072

grande que possible, non-seulement en Angleterre, mais encore dans le monde entier.

1° Compagnies par actions.

Années.	Nombre des compagnies.	Capital autorisé.	Capital émis dans l'année.
		Fr.	Fr.
1863	263	2,501,325,000	1,953,375,000
1864	282	3,897,187,500	2,663,075,000
1865	287	2,674,875,000	1,889,475,000
1866	44	257,375,000 ¹	198,000,000
1867	27	153,562,500 ¹	110,000,000

2° Emprunts émis par des gouvernements étrangers et quelques grandes compagnies coloniales anglaises.

Années.	Montant des emprunts.	Versements dans l'année.
	Fr.	Fr.
1866	309,840,000	156,793,500
1867	372,083,000	147,500,000
1868	2,389,957,550	?

3° PARTIE. — DOCUMENTS ALLEMANDS.

1. Navigation dans les ports prussiens en 1868. — Le mouvement des ports de la Prusse pendant l'année 1868 a donné les chiffres qui suivent :

Navires entrés, 44,665 avec une charge totale de 1,580,998 tonneaux ; parmi ces navires, 31,803 étaient chargés et 12,862 vides.

Navires sortis, 47,330, dont 31,977 chargés et 15,353 vides ; 35,229 sous pavillon prussien, 12,101 sous pavillon étranger.

La plus grande partie de tous ces navires était à destination des ports de la Baltique et de la mer du Nord. On doit constater une progression considérable dans le mouvement des ports prussiens. L'année précédente, le chiffre des navires entrés n'était que de 29,079, avec une charge de 579,520 tonneaux, et celui des navires sortis de 31,707, avec une charge de 589,733 tonneaux.

2. Les écoles en Prusse. — Il y avait, en 1864, dans les écoles prussiennes, 2,938,679 enfants. Le nombre des écoles primaires était de 25,620, avec 38,053 classes, 34,834 instituteurs et 2,016 institutrices. Les dépenses générales s'élevaient à 10,911,085 thalers². En 1867, elles atteignaient déjà le chiffre de 12 millions. La rétribution scolaire produisait 2,516,586 thalers. Les subventions des communes et les revenus des fondations particulières donnaient un total de 5,220,950, et l'État payait 295,604 thalers.

Dans certaines contrées, comme dans les provinces de Posen et de Schleswig-Holstein, la rétribution scolaire est supprimée. Dans d'autres, en Prusse et en Silésie, par exemple, elle est réduite autant que possible et ne s'élève qu'à 30 centimes par mois environ. (*Doc. off.*)

3. L'instruction primaire dans l'Allemagne du Nord. — Les rapports officiels constatent que, parmi les soldats appelés à servir, en 1869, dans l'armée de la Confédération du Nord, le nombre des illettrés était de 3.94 p. 100. La répartition entre les diverses régences de ce chiffre moyen donne les résultats suivants :

1. Crise commerciale.
2. Le thaler = 3 fr. 75 c.

Régence de Königsberg, 359 hommes, soit 9.66 p. 100; Gumbinnen, 298: 44.36 p. 100; Dantzig, 278: 15.89 p. 100; Marienwerder, 529: 17.89 p. 100; Posen, 624: 15.36 p. 100; Bromberg, 260: 13.42 p. 100; Stettin, 15: 0.62 p. 100; Cœslin, 43: 2.08 p. 100; Stralsund, 8: 9.96 p. 100; Breslau, 95: 1.95 p. 100; Liegnitz, 32: 0.92 p. 100; Oppeln, 253: 6.18 p. 100; Potsdam, 14: 0.36 p. 100; Francfort-sur-l'Oder, 37: 1.04 p. 100; Magdebourg, 10: 0.35 p. 100; Mersebourg, 18: 0.61 p. 100; Erfurt, 9: 0.68 p. 101; Münster, 13: 0.85 p. 100; Minden, 62: 3.66 p. 100; Arnsberg, 18: 0.71 p. 100; Coblençe, 11: 0.61 p. 100; Düsseldorf, 24: 0.68 p. 100; Cologne, 33: 1.64 p. 100; Trèves, 18: 0.87 p. 100; Aix-la-Chapelle, 6: 0.38 p. 100; Hanovre, 73: 1.08 p. 100; Schleswig-Holstein, 17: 0.67 p. 100; Cassel, 15: 0.55 p. 100; Nassau et Francfort-sur-le-Mein, 8: 0.45 p. 100; Lauenbourg, 2: 0.81 p. 100. En moyenne, 3,182 hommes, soit 3.94 p. 100 du chiffre total de l'armée.

Ces chiffres témoignent du degré exceptionnel d'avancement auquel est parvenue l'éducation primaire dans l'Allemagne du Nord, et trouvent leur complément dans ce fait que le contingent de Berlin et du Hohenzollern pour 1869 ne comprenait aucun soldat qui ne sût lire et écrire. Il n'est pas sans intérêt de relever ces chiffres, au moment où le Corps législatif est saisi d'un projet de loi introduisant la gratuité de l'enseignement primaire, gratuité à laquelle le gouvernement prussien propose aux chambres de renoncer.

4. Opérations des caisses d'épargne en Prusse, en 1868. — Le chiffre des opérations des caisses d'épargne des anciennes provinces de la monarchie prussienne a subi une augmentation assez importante en 1868, comparativement à l'année précédente. On comptait à la fin de l'année 1868: 322 caisses d'épargne dans les villes; 226 caisses d'épargne d'arrondissement; 548 au total, soit 6 de plus qu'en 1867.

Les sommes déposées s'élevaient: au 31 décembre 1867, à 96 millions de thalers; — au 31 décembre 1868, à 104 millions de thalers; — soit en plus, pour 1868, 8 millions de thalers.

Le chiffre des sommes versées pendant l'année 1868 s'élève à 36 $\frac{1}{2}$ millions de thalers; — celui des intérêts échus qui ont été ajoutés aux anciens dépôts, à 3 millions de thalers. — Soit ensemble 39 $\frac{1}{2}$ millions de thalers.

La valeur des dépôts retirés s'élève, par contre, à 31 $\frac{1}{2}$ millions de thalers.

Le nombre des déposants inscrits dans ces caisses était, au 31 décembre 1868, de 993,857, se répartissant, suivant l'importance du dépôt, comme suit:

Dépôts au-dessous de 20 thalers	325,314
— de 20 à 50 thalers.	218,735
— de 50 à 100 thalers.	174,059
— de 100 à 200 thalers	149,023
— de 200 thalers et au-dessus.	126,726

Le capital de ces caisses, qui s'élève à 106 $\frac{1}{2}$ millions de thalers, était placé de la façon suivante: en hypothèques urbaines, 27 $\frac{1}{2}$ millions; — en hypothèques rurales, 28 $\frac{1}{2}$ millions; — en obligations, 12 $\frac{1}{2}$ millions; — en prêts sur gages, 4 $\frac{1}{2}$ millions; — en prêts aux institutions publiques et aux corporations, 10 $\frac{1}{2}$ millions; — en papiers au porteur, 23 $\frac{1}{2}$ millions.

Les habitants du district d'Arnsberg (province de Silésie) semblent être les sujets du roi Guillaume chez lesquels l'habitude de placer leurs économies aux caisses

d'épargne est le plus répandue. A la fin de l'année 1868, les dépôts dans ce district s'élevaient à 18 millions de thalers.

Après celui d'Arnsberg, il faut signaler ceux : de Mersebourg (province de Saxe), dont les dépôts montent à 11 millions; d'Aix-la-Chapelle (province rhénane), à 10 millions; de Minden (même province), à 8 millions; de Düsseldorf (même province), à 7 $\frac{3}{4}$ millions; de Münster (Westphalie), à 5 $\frac{3}{4}$ millions; de Francfort-sur-l'Oder (Brandebourg), à 5 $\frac{3}{4}$ millions; de Breslau (Silésie), à 5 $\frac{1}{3}$ millions; de Potsdam (y compris Berlin), à 3 $\frac{1}{4}$ millions.

Les dépôts effectués dans les districts de Gumbinnen, Marienwerder, Königsberg et Dantzig (province de Prusse), de Posen et de Bromberg (province de Posnanie), de Stralsund (Poméranie), d'Oppeln (Silésie) et de Trèves (province rhénane), n'atteignent pas le chiffre de 1 million de thalers. (*Doc. off.*)

5. *Caisses de secours mutuels en Prusse.* — Les caisses de secours fondées en Prusse, dans le but d'assurer le bienfait de l'assistance mutuelle aux classes ouvrières et industrielles, ont pris, depuis plusieurs années, un développement qui mérite d'être signalé.

Au 31 décembre 1868, on comptait 2,350 associations de cette nature, consacrées aux compagnons des différentes professions; elles étaient alimentées par les cotisations de 208,698 membres, s'élevant à 334,092 thalers (1,252,845 fr.); les patrons accordaient à ces caisses une subvention de 23,008 thalers (86,280 fr.); enfin, les fonds en caisse atteignaient la somme de 244,581 thalers (917,177 fr.).

Le royaume renferme, en outre, 1,286 caisses avec une organisation semblable, et exclusivement destinées à venir en aide aux ouvriers travaillant dans les fabriques, qui y participent au nombre de 305,405, et y ont versé, dans le courant de l'année, 823,063 thalers (3,086,486 fr.). Les patrons ont ajouté à ces ressources 310,062 thalers (1,162,732 fr.), et le fonds de caisse se soldait, le 31 décembre dernier, par un avoir de 1,517,958 thalers (5,692,342 fr.).

A ces associations, il faut ajouter 81 caisses mixtes pour compagnons des différentes professions et pour ouvriers dans les fabriques, comptant 26,365 membres, et ayant reçu pendant l'année 45,905 thalers (172,143 fr.), provenant de cotisations individuelles, et 12,818 thalers (48,067 fr.), fournis par les patrons. Le capital en caisse s'élevait à 47,814 thalers (179,302 fr.).

Il existe en Prusse une troisième catégorie de caisses de secours pour ouvriers appartenant aux divers corps de métiers; elles sont au nombre de 443, comptant 57,822 membres, qui ont payé, pendant l'année 1868, 35,802 thalers (134,257 fr.). Elles avaient en caisse, au 31 décembre dernier, 298,526 thalers (1,119,472 fr.).

Enfin, 749 caisses ont été créées dans le but d'assister les ouvriers établis et exerçant leur métier sans dépendre d'aucun patron ou d'aucun établissement industriel. Ces caisses comptent 148,541 membres, ayant versé, en 1868, 287,766 thalers (1,079,122 fr.). Le capital dont elles disposaient, à la fin de l'an dernier, était de 756,005 thalers (2,855,018 fr.).

En résumé, le nombre des caisses de secours existant en Prusse était, le 31 décembre 1868, de 4,909, comptant 746,831 membres. Les cotisations atteignaient le chiffre de 7,031,932 fr., et les fonds disponibles celui de 10,743,311 fr. (*Doc. off.*)

6. *Statistique des journaux allemands.* — D'après les prix courants des journaux que les bureaux de la poste de la Confédération du Nord se chargent de livrer au

public, on constate un développement très-rapide de la presse allemande. On y voit figurer, en effet, 2,043 journaux frappés du timbre, savoir: 983 politiques et 1,060 non politiques; plus 970 feuilles spéciales non timbrées, en tout 3,013 publications périodiques, auxquelles il faut ajouter 27 feuilles rédigées en langue étrangère. (*Gazette de Voss*, 14 déc. 1869.)

7. *Production de la houille en Saxe* (d'après les documents officiels).

Années.	Nombre des exploitations.	Quantités.	Valeurs.	Ouvriers.			Salaires.
				Sexe masculin.	Sexe féminin.	Total.	
		Quint. métr.	Francs.				Francs.
1864 . . .	87	21,591,100	15,235,354	11,448	441	11,889	8,427,437
1865 . . .	88	28,125,759	20,120,524	11,974	411	12,385	9,482,119
1866 . . .	84	22,016,792	19,824,259	12,130	403	12,533	9,740,025

8. *La gymnastique en Allemagne.* — La gymnastique joue aujourd'hui un rôle si important dans les établissements d'instruction publique de l'Allemagne, qu'il ne sera peut-être pas sans intérêt de donner ici quelques détails sur l'organisation de cet enseignement, tel qu'il se pratique dans les grandes écoles de Berlin, Cologne, Dresde, Francfort et autres villes allemandes.

Son fondateur est Jean-Christien Guts-Muths (1759-1839), chef d'institution à Schnepfenthal, en Thuringe. Ce fut lui qui, frappé par la lecture de l'*Émile* de J. J. Rousseau, plaida le premier la cause de la gymnastique, considérée comme partie intégrante de l'éducation et comme branche d'enseignement indispensable et obligatoire des écoles. Il en jeta les bases pédagogiques et scientifiques dans deux ouvrages, dont le premier, *Gymnastique de la jeunesse*, parut en 1793, et le second, *Manuel de la Gymnastique (Turnbuch) pour les fils de la patrie*, en 1817. Dans ce dernier, il considère la gymnastique comme la meilleure préparation à la carrière des armes.

De 1825 à 1837, Eiselen publia plusieurs ouvrages qui renferment la théorie perfectionnée de l'enseignement.

Adolphe Spiess, né en 1810, développa cette théorie, travailla à rendre la gymnastique obligatoire dans toutes les écoles, et posa ce principe, adopté depuis, que l'instituteur doit être en même temps apte à enseigner cet art dans les écoles primaires. Il plaida également la nécessité de son introduction dans les écoles de filles (*Manuel de gymnastique pour les écoles de garçons et de filles*; Bâle, 1847 et 1851, 1^{er} volume: Cours pour les enfants de 6 à 10 ans; 2^e volume: Cours pour les enfants de 10 à 16 ans).

Outre les ouvrages énumérés plus haut, nous citerons le *Volksturnbuch (Manuel de gymnastique pour le peuple)*, d'Auguste Ravenstein, qui est un guide pour les maîtres dans les écoles supérieures de garçons, destiné également aux adultes et aux associations de gymnastes (Berlin, 1863), et le *Catéchisme de la gymnastique*, par Kloss (Leipzig, 1867).

Tandis qu'à Berlin un ancien officier, M. Rothstein, organisait sur des bases nouvelles l'enseignement de cet art, en sa qualité de directeur de l'école centrale de gymnastique, créée dans cette ville en 1851, M. Jæger, à Stuttgart, entra à son tour dans une nouvelle voie, en proposant l'imitation du pentathlon des Grecs; mais cette initiative n'a pas été couronnée d'un grand succès.

Malgré le souvenir fâcheux de la part prise par les «turners» (gymnastes) aux mouvements politiques de 1848 à 1849, on peut dire que, grâce à tant d'efforts,

la cause de l'enseignement gymnastique en Allemagne était, dès 1862, entièrement gagnée auprès des gouvernements de Prusse, de Saxe, de Wurtemberg et de la Hesse grand-ducale. C'est ainsi qu'en 1863 on voit le gouvernement saxon dépenser la somme de 187,500 fr. pour la construction de l'école normale des professeurs de gymnastique à Dresde; le gouvernement wurtembergeois consacre au même but la somme de 250,000 fr. à Stuttgart; la ville de Berlin construit en 1864 un gymnase (*Turnhalle*) municipal qui revient à 450,000 fr. et dont le directeur est le docteur Angerstein. Enfin les fêtes de gymnastes à Cobourg en 1860, à Berlin en 1861, et à Leipzig en 1863, prouvent que les gouvernements reconnaissent les services déjà rendus par l'enseignement de la gymnastique.

Néanmoins, l'organisation de cet enseignement est loin d'être achevée en Prusse. En voici les principaux traits, telle qu'elle existe actuellement.

La gymnastique est du ressort du ministre des cultes, de l'instruction et de l'hygiène publiques; elle est réglée par l'ordonnance du 21 mars 1862, basée sur le *Guide de l'enseignement de la gymnastique dans les écoles primaires de Prusse* et par le règlement du 29 mars 1866, qui prescrit un examen officiel, à Berlin, pour les professeurs qui n'ont pas été formés à l'école centrale de cette ville. C'est cette école centrale qui est la pépinière et, en réalité, l'école normale des professeurs de gymnastique prussiens. En principe, nul ne peut enseigner la gymnastique sans avoir passé son examen d'instituteur primaire. L'école centrale à Berlin est divisée en deux sections. Dans l'une, des officiers détachés de tous les régiments sont mis en mesure d'enseigner la gymnastique dans l'armée; l'autre section se compose d'un certain nombre d'instituteurs (d'ordinaire un par cercle), qui y reçoivent l'instruction théorique et pratique nécessaire pour leur permettre de professer dans les écoles normales d'où sortent les instituteurs primaires, et dans les établissements d'instruction secondaire. Ces deux cours, l'un militaire, l'autre civil, durent du 1^{er} octobre au 1^{er} avril, avec cinq heures de leçons par jour, lesquelles embrassent les matières suivantes : histoire de la gymnastique; gymnastique pratique; anatomie, physiologie et hygiène; escrime.

Du 1^{er} avril au 30 juin, un grand nombre de sous-officiers suivent à cette école un cours qu'ils reproduisent au régiment, sous la direction des officiers instituteurs de gymnastique.

Il faut ajouter que les instituteurs reçoivent, pendant toute la durée de leur séjour à l'école, une indemnité qui varie entre 10 et 20 thalers (37 fr. 50 c. et 75 fr.) par mois.

En ce qui concerne le placement, l'avancement et le traitement des professeurs sortis de l'école centrale, rien n'a encore été fixé. On laisse aux régences et aux villes le soin de les employer. Le directeur de l'enseignement gymnastique à Cologne, par exemple, est un fonctionnaire municipal, nommé par le premier bourgmestre, agréé par le comité supérieur de l'enseignement dans la province du Rhin, et rétribué d'abord par la ville, puis par les différentes institutions où il donne des leçons. Il prépare en outre 24 instituteurs à l'examen du gouvernement, exigé, à partir du 1^{er} octobre 1868, par le règlement du 29 mars 1866. L'État, jusqu'à présent, se charge donc uniquement d'accorder des diplômes constatant l'aptitude des professeurs.

Quant aux exercices gymnastiques eux-mêmes dans les écoles, ils sont aussi simples que possible, et on a soin d'en bannir tout ce qui pourrait ressembler,

même de loin, à des jeux athlétiques. Quand les enfants ont suivi le cours pendant six années consécutives (de 8 à 14 ans), ils sont parfaitement, en ce qui concerne la marche et les évolutions, à la hauteur des soldats les mieux exercés; il ne leur reste plus qu'à apprendre le maniement du fusil, avantage inappréciable dans un pays où tout homme doit être soldat, au moins pendant une année. La leçon de gymnastique, qui a lieu deux fois par semaine, et quelquefois davantage, est celle que les élèves attendent le plus impatiemment, et leur défendre d'y prendre part est l'une des punitions les plus sensibles qu'on puisse infliger aux enfants de tout âge.

Les meilleurs ouvrages ne sauraient donner une idée exacte de la manière dont cet enseignement est pratiqué en Allemagne, et le moyen le plus sûr de se former un jugement à cet égard et de recueillir des renseignements aussi utiles qu'intéressants, serait, sans doute, l'envoi d'hommes compétents dans les différentes villes où les études gymnastiques sont florissantes et dirigées par des maîtres entièrement dévoués à leur tâche. Ce sont la plupart du temps, comme l'étaient Guts-Muths et John, d'anciens professeurs de philosophie ou d'histoire, ou bien des médecins. C'est ainsi qu'un certain nombre de ces derniers s'occupent de réformer et de guérir, au moyen de la gymnastique hygiénique, des vices de conformation, et cette spécialité a déjà obtenu d'excellents résultats.

Les villes qui possèdent les gymnases (*Turnhallen*) les plus vastes et les mieux organisés, sont :

Cologne, directeur M. Lohmüller, enseignement éclectique; — Berlin, directeur M. Stocken, placé à la tête de l'enseignement donné par l'école centrale de gymnastique; méthode surtout militaire; — Leipzig, excellents cours d'adultes; — Dresde, directeur M. Kloss; — Darmstadt, méthode Spiess; — Stuttgart, méthode Jæger, spécialement militaire.

En Prusse, du reste, l'enseignement est uniforme; seulement le professeur est libre de lui donner différentes nuances, selon les circonstances et les élèves.

Mais quelle que soit la méthode employée, partout en Allemagne la gymnastique est un plaisir pour la jeunesse, qui s'y fortifie physiquement et moralement. Elle a déjà passé dans les mœurs et fait partie intégrante de l'éducation. A la fin de la plupart des leçons, les élèves défilent en colonne serrée en entonnant un de leurs chants de gymnastes (*Turnerlieder*), et plusieurs fois par an, les jours de fête ou de congé, ils se réunissent dans la campagne pour se livrer à des jeux dirigés par les maîtres et propres à développer chez les jeunes gens l'adresse, la souplesse et la force, partant la confiance en eux-mêmes. Quand on a assisté à ces leçons et à ces fêtes, on comprend que les gymnastes s'efforcent de rester fidèles à leur devise, les quatre F formant carré, que l'on remarque au-dessus de la porte d'entrée de chaque gymnase, ainsi que sur leurs bannières, et qui signifient :

Frisch, frei, fröhlich, fromm;

Frais, libre, joyeux, pieux.

Il ne faut pas, du reste, l'oublier, l'enseignement de la gymnastique est difficile à improviser. Depuis près d'un siècle que l'on y travaille, on n'est pas encore tombé entièrement d'accord sur la forme qui doit lui être donnée, et le gouvernement prussien, tout en le soumettant à des règlements et en le rendant obligatoire dans toutes les écoles publiques, élémentaires et secondaires, a cependant laissé beaucoup à l'initiative des provinces, des villes et des communes. Il est

donc naturel que cet enseignement, faute de ressources, ne dispose pas partout des locaux ni des appareils nécessaires. Mais, en dépit de toutes les difficultés, il se perfectionne et se popularise chaque jour en Allemagne, et les nations voisines, en l'adoptant et en le vulgarisant à leur tour, ne peuvent qu'y gagner sous tous les rapports. La gymnastique, en effet, pratiquée dès l'enfance, fortifie les races, les empêche de dégénérer physiquement, et forme des populations viriles et laborieuses,

9. *Situation économique du Wurtemberg.* — Les documents consignés dans ce travail sont extraits de plusieurs ouvrages de M. Mæhrten, docteur en philosophie, professeur à l'École polytechnique de Stuttgart, attaché officiellement, en qualité de statisticien, à la Commission royale centrale de l'industrie et du commerce du Wurtemberg. Ils méritent, par conséquent, une grande confiance.

Population. — Le peuple wurtembergeois est composé de descendants des Souabes et des Francs; mais ce sont les premiers qui forment aujourd'hui la grande partie de la nation. Le goût des voyages est un des traits saillants du caractère souabe; aussi trouve-t-on des Wurtembergeois sur tous les points du globe. L'émigration, qui, dans les années de cherté, augmente, en Wurtemberg, dans des proportions inquiétantes, enlève à ce petit pays, en temps ordinaire, un nombre relativement considérable d'habitants. L'entrée du Wurtemberg dans le Zollverein, en 1834, en favorisant l'essor industriel du pays, détermina un grand déplacement de la population: les villes se peuplèrent au détriment des campagnes. La vie ayant sensiblement renchéri, la crise provoquée par les événements de 1848 et de 1849 rendit difficile l'existence de beaucoup de familles; il en résulta une émigration de 70,000 personnes. Depuis 1856, le développement toujours croissant du commerce, l'extension donnée aux chemins de fer, sollicitaient un nouveau mouvement des classes ouvrières vers les centres industriels. Le traité de commerce de 1862 agit énergiquement dans le même sens, et, par suite, tandis que, sur les listes de recensement, figuraient 1,822,926 âmes, le pays n'avait plus réellement que 1,720,708 habitants, 102,218 Wurtembergeois ayant abandonné leur patrie. En 1864, le chiffre de la population commence à remonter; il est, au mois de décembre, de 1,748,328 âmes, dont 20,881 étrangers. Bien des émigrants, partis encore célibataires pour les États-Unis et ayant renoncé à leur nationalité, ont réalisé une certaine fortune en Amérique, s'y sont mariés et sont revenus sur la terre natale avec leur nouvelle famille. Au dernier recensement (décembre 1867), on a trouvé 1,778,396 habitants, soit un accroissement de 30,068 âmes sur celui de 1865, ou de 1.75 p. 100 en trois ans. Dans le total sont compris 34,457 étrangers; c'est un accroissement de 65 p. 100 pendant le même laps de temps. Ainsi, malgré la mortalité des enfants du premier âge, qui est très-forte, malgré l'émigration, qui monte toujours à 3,000 ou 3,500 personnes chaque année, la population augmente; mais elle se relève surtout par l'immigration.

Cette population de 1,778,396 âmes comprend 860,697 individus du sexe masculin et 917,699 du sexe féminin, soit un rapport de 100 à 107, ou de 48.39 à 51.61 p. 100. Le nombre des familles était de 382,577; ce qui donne 4.64 personnes par famille.

(La fin au prochain numéro.)